

Rôle du facteur de la transparence sur le développement de l'espace public à travers l'analyse du discours de presse sur les élections présidentielles

Elmira Prmanova

Doctorante en Sciences de l'Information et de la Communication
Université Lumière Lyon 2
Laboratoire Elico

Résumé

Parmi plusieurs facteurs influençant le développement de l'espace public, la transparence occupe une place importante. Elle nous permet, d'un côté de participer dans un dialogue public, de l'autre côté, de suivre l'application des règles démocratiques dans la vie politique. La transparence des médias nous donne des moyens pour réaliser ces objectifs. Elle est particulièrement visible lors des événements d'envergure importante, comme les élections présidentielles. Le présent article s'intéresse au lien entre la transparence et le développement de l'espace public dans un contexte post-soviétique, notamment au Kazakhstan, à travers le discours de presse sur les élections présidentielles de 2011.

Mots-clés : espace public, transparence, Kazakhstan, élections présidentielles, presse

Abstract

Among several factors influencing the development of public sphere, transparency has its important place. It allows us on the one hand to participate in a public dialogue and on the other hand, to monitor the implementation of democratic rules in politics. Media transparency gives us the means to achieve these objectives. It is realized in large scale events such as the presidential election. This article examines the link between transparency and the development of public sphere in post-Soviet context, particularly in Kazakhstan, through the press discourse on the presidential elections of 2011.

Keywords : public sphere, transparency, Kazakhstan, presidential elections, press

Existe-t-il une notion générale de l'espace public, ou ce terme (et surtout la réalité qu'il recouvrirait) varie-t-il d'un pays à un autre ? Le concept d'espace public, devenu une notion fondamentale dans les théories contemporaines de la démocratie, est actuellement confronté à des défis politiques et sociaux importants, qui obligent à le redéfinir. Le concept de l'espace public change, il commence à avoir de nouvelles réalités.

Nous proposons d'analyser certains changements et évolutions de l'espace public, ainsi que l'émergence et le développement de ce concept dans les pays post-communistes. Plus précisément nous avons choisi de travailler sur un pays post-soviétique, notamment le Kazakhstan. Nous nous intéressons aux facteurs qui influencent l'émergence de l'espace public à travers le discours de presse sur les élections présidentielles, et l'un de ces facteurs étant la transparence.

Quelle est le rôle de la transparence ? « La transparence s'est aujourd'hui imposée comme une norme centrale de notre société. La presse s'est faite le gendarme de cette norme. Par là, elle contribue à construire et reconstruire chaque jour le monde »¹. Elle (transparence) est associée à « l'égalisation des situations, puisque chacun sait la même chose et semble donc partir avec les mêmes chances. Elle est aussi constitutive d'un espace public démocratique reposant sur des débats ouverts et raisonnés, car seule une information générale et partagée est gage d'apparition d'un sentiment de confiance chez les citoyens »². Peut-on parler de la transparence des discours de presse au Kazakhstan ? Comment la transparence des discours de presse influence-t-elle le développement de l'espace public ?

Dans un premier temps, nous revenons sur la définition théorique de l'espace public et les mécanismes de son émergence dans le contexte occidental, français notamment. Puis, nous verrons s'il est possible de trouver les mêmes mécanismes dans un contexte non-occidental, notamment kazakh. Ensuite, nous verrons la construction du discours de presse kazakhe sur les élections présidentielle de 2011. Les élections présidentielles constituent un événement important dans la vie politique d'un pays incitant ainsi les citoyens à prendre part au processus politique en votant et en exprimant leur volonté pour choisir leur Président, le chef d'Etat, influençant ainsi indirectement sur l'avenir politique du pays.

Espace public et transparence

Espace public dans un contexte occidental (français)

Avant de commencer, nous allons revenir sur quelques définitions théoriques de l'espace public.

Jürgen Habermas appelle « espace public » la sphère intermédiaire entre la vie privée de chacun et l'État monarchique qui affectionne le secret et l'arbitraire, qui se constitue en

¹ Aubenas Florence, Benasayag Miguel, *La fabrication de l'information. Les journalistes et l'idéologie de la communication*, La Découverte, Paris, 1999, p. 9.

² Mercier Arnaud, « Médias d'information et transparence. De l'idéal aux sombres réalités » in *Transparence et communication*, L'Harmattan, 2005, p. 64.

Angleterre et en France à la fin du XVIIIe - début du XIXe siècle. Cet « espace public » permet aux opinions privées d'être rendues publiques.

Pour Thierry Paquot, l'espace public évoque « non seulement le lieu du débat politique, de la confrontation des opinions privées que la publicité s'efforce de rendre publiques, mais aussi une pratique démocratique, une forme de communication, de circulation des divers points de vue »³. Selon Éric Dacheux, l'espace public est à la fois « le lieu de légitimation du politique », « le fondement de la communauté politique » et « une scène d'apparition du politique »⁴. L'espace public est « le champ de la formation démocratique d'une volonté politique par le moyen du Suffrage universel, du Parlement et des Partis » et en même temps « une sphère de médiation entre l'État et la Société civile »⁵. La transparence est une des conditions nécessaires pour l'existence de l'espace public. En effet, pour pouvoir participer au débat public, les acteurs doivent avoir accès à cet espace de médiation. En outre, pour pouvoir exprimer leur volonté à travers le suffrage universel les citoyens ont besoin d'avoir la même information (accessible à tous).

Selon Jürgen Habermas, l'espace public a commencé à émerger en France après la Révolution française. Au début, la sphère publique avait un caractère apolitique, d'orientation littéraire et s'appuyait sur les salons, les académies, les sociétés savantes, les regroupements philanthropiques, les clubs, les cafés ou encore les journaux. Cette sphère publique représentait « le processus par lequel les personnes privées analysent et critiquent entre elles les expériences personnelles »⁶. La première étape de l'émergence de l'espace public est la sphère publique littéraire. Roger Chartier la caractérise par deux traits, « d'une part, la constitution d'un public dont les jugements critiques et les pratiques lettrées ne sont pas commandés par les seuls décrets du goût de la cour ou de l'autorité académique ; d'autre part, l'affirmation d'un marché des biens culturels qui inscrit sa logique propre à l'intérieur, et souvent à l'encontre, des soumissions et hiérarchies imposées par les formes anciennes du patronage »⁷. La culture devient accessible et est en même temps un objet de discussions créant ainsi espace public discursif. Le pouvoir monarchique ne limite pas la production culturelle et n'intervient pas dans le processus discursif.

Petit à petit, le raisonnement critique des bourgeois se développe, leurs conversations deviennent de plus en plus politiques et prennent la forme d'une critique publique, ce qui entraîne l'évolution de la sphère publique discursive vers une sphère publique politique. Comme affirme Jürgen Habermas, « la sphère publique politique, quant à elle, est issue de sa forme littéraire, et les opinions publiques qui en émanent jouent un rôle de médiateur entre les

³ Paquot Thierry, *L'espace public*, Éditions La Découverte, Paris, 2009, p. 3.

⁴ *L'espace public*, coordonné par Eric Dacheux, CNRS Editions, Paris, 2008, p. 19-20.

⁵ Floris Bernard, « Espace public et sphère économique » in *L'espace public*, coordonné par Éric Dacheux, CNRS Éditions, Paris, 2008, p. 98.

⁶ Habermas Jürgen, *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, 1998, p. 40.

⁷ Chartier Roger, *Les origines culturelles de la Révolution française*, Editions du Seuil, 1990 et février 2000, p. 220.

besoins de la société et l'État. »⁸ C'est par la sphère publique culturelle que l'espace public politique commence à émerger.

L'espace public est une sphère intermédiaire entre le pouvoir et les citoyens qui ont la possibilité de délibérer et de discuter, de choisir les personnes qui vont les représenter au pouvoir ; c'est un espace de médiation entre Etat et société civile où les acteurs politiques se mettent en scène et les citoyens sont des participants du processus politique. D'ailleurs, c'est un échange public où chacun peut parler, participer à une discussion et présenter ses arguments. La presse est un acteur important de ce processus rendant l'information publique et accessible à tous. Cette information peut devenir le sujet de discussion entre les citoyens ou entre les citoyens et le pouvoir.

Espace public dans un contexte post-soviétique (kazakh)

Dans un contexte occidental, l'espace public a pris ses origines dans le développement de la sphère culturelle. Afin de voir s'il est possible de trouver les mêmes origines de l'émergence de l'espace public au Kazakhstan, nous étudions le contexte culturel pendant l'Union Soviétique puis après sa chute.

Pendant l'Union Soviétique, la culture était un moyen d'imposer les valeurs du parti communiste dans la conscience des peuples pour renforcer le régime. Il s'agissait de la révolution culturelle soviétique, c'est-à-dire de la création « par le haut » du nouveau type de culture socialiste basée sur les principes de l'idéologie communiste. Cette idéologie a fortement marqué le développement politique et social de la société soviétique surtout après la seconde guerre mondiale. L'activité idéologique du parti ne se limitait pas seulement à la propagande politique, elle contrôlait tous les domaines de la vie culturelle, surtout la culture spirituelle. La direction prioritaire était le renforcement des bases idéologiques de la culture soviétique. Selon Kapayeva Aizhan, professeur en histoire, « en pratique, le parti intervenait brutalement et agressivement dans les processus culturels et le développement naturel de la culture »⁹. La nature de la politique culturelle de l'Etat totalitaire a été définie par les organes du parti. Ils déterminaient les directions prioritaires de la politique culturelle, les restrictions, les interdictions ou au contraire le soutien aux processus culturels ne contredisant pas la doctrine officielle. « La dictature du parti a été effectuée à l'aide du Comité Central et ses organes : Politburo (Политбюро)¹⁰, Secrétariat¹¹, Orgburo (Оргбюро)¹², les organes administratifs chargés des questions de l'idéologie et de la culture »¹³.

⁸ Habermas J. (1962), p. 41.

⁹ Kapayeva Aizhan, *Culture et politique (la politique d'Etat dans le domaine de la culture au Kazakhstan dans les années 1940-1991)*, Atamoura, Almaty, 2004, p. 46.

¹⁰ *Politburo* – organe suprême du Comité central du Parti Communiste de l'Union Soviétique qui définissait sa ligne directrice et déterminait les politiques suivies par l'URSS.

¹¹ *Secrétariat* – organe décisionnel, institution de direction de Comité central, présidé par la Premier Secrétaire.

Le système de gestion de la culture a pris sa forme centralisée définitive avec la création en 1953 du Ministère de la culture de l'URSS et des républiques soviétiques. Le système contrôlant la culture était hiérarchisé. Les bureaux spéciaux de questions culturelles ont été créés dans les comités à tous les niveaux (république, région, ville, arrondissement). Chaque organe de gestion étatique de culture subissait une double subordination : verticale et horizontale. Verticalement, chaque organe de gestion dépendait d'un organe d'au-dessus, par exemple le comité de ville dépendait du comité de région, qui dépendait à son tour du comité de république. Horizontalement chaque organe se rattachait à un Conseil des députés du peuple¹⁴.

Nous pouvons voir que la culture pendant la période soviétique subissait un contrôle et ne pouvait pas devenir l'objet de discussions entre citoyens. En plus, le domaine culturel était sous le pouvoir de l'Etat, ce qui influençait le contenu des œuvres culturelles et des écrits.

C'est avec la mise en place de la perestroïka que les transformations dans la vie de la société ont vu le jour. Ces transformations ont beaucoup touché le domaine culturel. Les termes comme glasnost, la vérité, la transparence, l'échange libre des opinions ont fait irruption dans les usages et les conversations. La perestroïka se caractérisait par les évolutions dans le domaine idéologique, par glasnost (гласность)¹⁵, l'ouverture, l'existence de plusieurs opinions politiques, ainsi que la confrontation des intérêts et des opinions divergents. Ces processus ont provoqué « le besoin de détruire (briser) les anciennes représentations et normes, les stéréotypes et les dogmes, le besoin de tolérance d'une manière différente de penser, le besoin d'encourager l'innovation et la prise de l'initiative »¹⁶. Pendant la perestroïka la culture était le moyen de présentation et de mise en place des transformations démocratiques dans la société soviétique. La gouvernance de Mikhaïl Gorbatchev a marqué le début de l'affaiblissement de la pression idéologique de la part de Parti sur les médias, de contrôle administratif sur la culture et l'enseignement. Grâce à cet affaiblissement, les médias ont commencé à évoquer la « vérité » sur le Parti communiste et l'Etat, ainsi que sur la réalité de la vie soviétique. De nouveaux genres culturels qui étaient interdits auparavant ont vu le jour.

Le 5^{ème} Congrès de l'Union soviétique des cinéastes qui a eu lieu en mai 1986 a eu une portée historique. Pour la première fois, une communauté des professionnels de la culture ont critiqué publiquement la gestion de la culture, l'ingérence dans le processus de création, le contrôle des contenus et des formes des œuvres culturels, l'imposition des normes idéologiques communistes de la part de l'Etat. Le Congrès a exigé une réforme dans le domaine de la culture, notamment dans celui du cinéma et du spectacle. En 1987, la pratique de contrôle et d'acceptation des spectacles par les organes étatiques et administratifs a été

¹² *Orgburo* – Bureau organisationnel, un organe de Comité central du Parti Communiste de l'Union Soviétique.

¹³ *Idem*, p. 11.

¹⁴ *Idem*, p. 12, 13.

¹⁵ *Glasnost* (publicité) – politique de liberté d'expression et de la publication d'informations, introduite par Mikhaïl Gorbatchev en URSS en 1985.

¹⁶ *Idem*, p. 186.

annulée et le contrôle du contenu des spectacles a été supprimé dans les théâtres. À partir de 1988, cette pratique a commencé à s'appliquer dans toute l'Union soviétique¹⁷. Cette réforme a entraîné des changements dans d'autres domaines culturels. En effet, le contrôle du cinéma de la part des organes administratifs a été supprimé, ainsi que la pratique de commande des scénarios des films. Des films auparavant interdits au grand public ont pu être programmés. L'année 1990 a marqué un tournant important pour les médias, la loi de l'Union Soviétique « Sur la presse et les médias » a été adoptée, prévoyant l'interdiction de la censure, la proclamation de liberté de parole et la libre circulation de l'information.

Donc, nous pouvons dire que l'espace public au Kazakhstan commence à émerger avec la perestroïka et après la chute de l'Union Soviétique. Mais pouvons-nous parler d'un espace public démocratique ?

Au Kazakhstan, toutes les composantes du régime démocratique sont présentes : Constitution (depuis 1995) ; séparation des pouvoirs : le pouvoir exécutif est représenté par le Président et le Gouvernement, le pouvoir législatif par le Sénat, Majilis (voir la définition ci-dessous) et l'Assemblée des peuples et le pouvoir judiciaire représenté par le Conseil Constitutionnel et la Cour Suprême.

Le Président de la République est élu pour sept ans au suffrage universel direct, et dispose de pouvoirs étendus. Il nomme et révoque le Premier ministre, après approbation du Parlement. Il peut proposer des amendements constitutionnels. Il dispose d'un droit de veto sur les lois qui ne peut être empêché que par une majorité des 2/3 de chacune des Chambres réunies. Il a la faculté de dissoudre le Parlement si ce dernier refuse par deux fois d'entériner le choix de son Premier ministre, mais également en cas de crise « insurmontable » entre les Chambres et l'Exécutif, et même de motion de censure. En qualité de chef suprême des armées, il dispose également de larges prérogatives en matière de Défense nationale.

Le Parlement est composé de deux chambres : Le Sénat (ou Chambre Haute du Parlement), se compose de 47 membres. Le Sénat est renouvelable par moitié tous les 3 ans. Le mandat des sénateurs est de 6 ans. Le Majilis (ou la Chambre basse), se compose de 107 membres : 98 élus selon le mode de scrutin proportionnel et neuf choisis par l'Assemblée des Peuples du Kazakhstan. Les projets de loi sont étudiés et approuvés par le Majilis à la majorité simple puis transmis au Sénat pour examen : en cas d'approbation, ils sont soumis à la signature du Président de la République ; en cas de rejet, ils sont renvoyés en seconde lecture au Majilis qui doit alors les voter à la majorité des 2/3 avant de les renvoyer au Sénat. Le Parlement approuve la nomination du Premier Ministre. Le Gouvernement est responsable devant le Parlement.

Concernant les médias du Kazakhstan, la loi sur les médias du 23 juillet 1999 (les dernières modifications ont été effectuées le 17/01/2014) garantit dans son article 2 la liberté de parole et d'expression et l'interdiction de la censure. Les organes étatiques, les associations publiques et les médias doivent garantir l'accessibilité à l'information à chaque citoyen de la République¹⁸. Officiellement, les médias, y compris la presse, participent au processus de démocratisation de la société kazakhe, ainsi qu'à l'émergence de l'espace public et la constitution d'un dialogue public.

¹⁷ Idem, p. 189.

¹⁸ http://online.zakon.kz/Document/?doc_id=1013966 consulté le 23/06/2014.

Si nous regardons quelques sources non-étatiques et non-officielles, comme Reporters sans frontières, nous pouvons voir, dans leur Classement mondial de la liberté de la presse de 2014 que le Kazakhstan arrive à la 161^e place parmi 180 pays¹⁹. Ce classement reflète le degré de liberté dont bénéficient les journalistes, les médias et les net-citoyens de chaque pays ainsi que les moyens mis en œuvre par les États pour respecter et faire respecter cette liberté. Le classement est basé sur des questions relatives aux six thématiques suivantes : pluralisme, indépendance des médias, environnement et autocensure, cadre légal, transparence et infrastructures²⁰.

Le site de l'IFEX, réseau mondial pour défendre et promouvoir la liberté d'expression publie des articles sur la liberté de presse au Kazakhstan. À titre d'exemple, l'article du 22 novembre 2012 sur l'annonce de l'intention affichée par le Parquet général kazakh de faire interdire les principaux médias nationaux indépendants et d'opposition sous prétexte de la « propagande de l'extrémisme » et de « la propagande en faveur de la prise du pouvoir par la force et de la destruction de la sécurité de l'Etat »²¹.

Enfin, selon le bilan sur les médias au Kazakhstan en 2011 réalisé par la maison d'édition indépendante « Adil Soz » en collaboration avec l'OSCE²², les élections présidentielles du 3 avril 2011 se sont déroulées sans une alternative forte au Président Nazarbayev, ce qui a influencé la campagne électorale. Il n'y avait pas de conflits de caractère grave avant, ni pendant, ni après les élections. La particularité de ces élections est la limitation de l'accès à l'information dans le but de créer une image positive de la vie de la société kazakhe dans l'opinion publique. Concernant l'accès des citoyens aux sources d'informations alternatives, cette période électorale n'a pas entraîné d'arrestations ou de censure des journaux oppositionnels. Cependant la limitation de diffusion de l'information a été effectuée par l'achat de tirage complet de journaux d'opposition²³.

Dans ce contexte de libertés limitées, il est intéressant de voir comment la presse kazakhe construit son discours sur la campagne présidentielle de 2011.

Discours de presse kazakhe sur les élections présidentielles de 2011

La limitation de l'accès à l'information alternative et aux médias d'opposition et en même temps l'abondance de l'information officielle sur les élections créent l'illusion de transparence ou de construction de la transparence fictive. Certains chercheurs parlent d'une mythologie de la transparence. Selon Serge Tisseron, « ce qui est important finalement, ce n'est plus d'opposer ce qui est caché à ce qui est montré mais d'établir entre le caché et le

¹⁹ <http://rsf.org/index2014/fr-index2014.php#> consulté le 23/06/2014.

²⁰ <http://rsf.org/index2014/data/Methodologie.pdf> consulté le 23/06/2014.

²¹ https://www.ifex.org/kazakhstan/2012/11/22/kazakhstan_main_independent/fr/ consulté le 23/06/2014.

²² *Médias de masse au Kazakhstan : les lois, les conflits et les infractions. Bilan de 2011*, Adil Soz, Almaty, 2012.

²³ *Idem*, p. 35.

montré un nouveau lien. Le caché ne s'oppose plus au montré, mais le montré mène au caché et réciproquement »²⁴. Nous allons voir comment les journaux kazakhs construisent cette illusion de transparence en prenant appui sur deux journaux : un journal officiel et un journal d'opposition.

Le journal officiel que nous avons choisi est *Kazakhstanskaya pravda* (La vérité du Kazakhstan). Le premier numéro était paru le 1^{er} janvier 1920 et portait le nom d'*Izvestiya Kirgizskogo kraya* (Les nouvelles de la région Kirghize). Dans l'introduction, figurait la phrase suivante : « Le premier devoir de ce journal est l'introduction de la légalité dans la région à travers les actes du gouvernement pour gérer la vie et l'activité de la population ». Suite à la création de la République Soviétique Kazakhe, le journal a changé de nom pour s'intituler *Stepnaya pravda* (La vérité de la steppe) en 1921. Il est également devenu l'organe officiel du Parti Communiste kazakh. Le 20 janvier 1932 le journal a à nouveau changé son nom pour devenir *Kazakhstanskaya pravda* (La vérité du Kazakhstan). Actuellement, le tirage de ce journal est chiffré à plus de 100 000 exemplaires par jour et est diffusé dans toutes les régions du pays. Il se revendique comme une source importante d'information officielle. Son public est assez large, il va des retraités et des femmes au foyer aux diplomates et politiques connus²⁵. *Kazakhstanskaya pravda* publie des informations provenant de différentes sources, des informations pluralistes, donne la parole aux experts et fait attention aux détails.

En effet, les articles racontent dans le moindre détail le déroulement de la campagne électorale, du début (la nomination des candidats) jusqu'à la fin (la publication des résultats et l'investiture du nouveau président). Ainsi, le journal informe ses lecteurs sur les dates importantes de la campagne électorale : le processus de nomination des candidats à la présidentielle commence le 5 février 2011 et finit le 20 février, leur inscription officielle se terminant le 2 mars. La campagne électorale, quant à elle, débute le 3 mars et finit le 1^{er} avril à minuit. Après c'est le « jour du silence », où les journaux ne peuvent plus publier l'article sur la campagne électorale, ni sur les candidats, et le 3 avril de 7h à 20h se déroulent les élections. La Commission Centrale Electorale (Centrizbirkom) a 5 jours après le dépôt des candidatures pour vérifier la conformité législative de chaque candidature. Le candidat au poste de Président, doit être citoyen du Kazakhstan (de naissance), âgé de plus de 40 ans. Il doit également parler librement la langue d'Etat et habiter au Kazakhstan depuis 15 ans (au minimum). La citoyenneté et le lieu d'habitation sont confirmés par le Ministère de l'Intérieur et le Ministère de la Justice. Le niveau de connaissance de la langue kazakhe est attesté par la Commission linguistique. En plus, le candidat et son épouse, doivent fournir à Centrizbirkom leur déclaration des revenus²⁶. Selon le journal, le processus de nomination d'un candidat au poste de Président est transparent et la fonction présidentielle est accessible aux personnes qui répondent aux critères.

Concernant la connaissance parfaite de la langue kazakhe, Tourgankoulov Kouandyk, président de la Commission Centrale Electorale, a souligné que les exigences pour la

²⁴ Tisseron Serge, « Le paradigme sensible ou le prisme des émotions » in *Transparence et communication*, L'Harmattan, 2005, p. 18.

²⁵ <http://www.kazpravda.kz/idrs.php?idr=129> consulté le 29/06/2014.

²⁶ Kouriatov Vladimir, « Tout est selon le plan. Le calendrier de Centrizbirkom (*Commission centrale électorale) », *Kazakhstanskaya pravda*, 10 février 2011, p. 3.

connaissance de la langue d'Etat s'étaient durcies : dorénavant, les candidats seront obligés de passer un examen. Les candidats doivent rédiger une dissertation sur des sujets proposés, faire une lecture d'un texte de trois pages et prononcer un discours sur un sujet libre pendant 15 minutes²⁷. Le journal met l'accent sur le durcissement des exigences pour les candidats surtout concernant la connaissance de la langue kazakhe, alors qu'il est assez évident pour un Chef d'Etat de parler la langue d'Etat.

Le journal publie les noms des candidats écartés. Par exemple, le candidat Kaisar Oualikhan a été déclaré non conforme aux exigences et règles de la Constitution et de la Loi « Sur les élections ». En effet, le candidat indépendant n'a pas passé le test linguistique de connaissance de langue d'Etat, le kazakh. Il a commis 28 fautes d'orthographe dans sa dissertation de deux pages dont le sujet était « L'avenir commence aujourd'hui ». D'ailleurs, il n'a pas pu bien détailler le sujet et a commis d'autres fautes linguistiques. Ce candidat a « prétendu » que la décision de la Commission était un complot politique. Mais le président de la Commission linguistique Myrzatai Dzholdasbekov a « réfuté ce mensonge » en montrant la copie de la dissertation du candidat indépendant avec les fautes marquées en rouge : « Il n'y a aucun complot politique dans la décision de la Commission, il y a seulement le fait que le candidat ne maîtrise pas la langue kazakhe, alors que c'est une des exigences pour les candidats à la présidentielle »²⁸. On voit que le journal évoque d'abord les fautes commises par le candidat pour nous montrer qu'il n'a pas pu réussir l'examen et le décrit ensuite comme un menteur accusant l'institution étatique de complot alors que c'est lui le « fautif ». Avec cet exemple, le journal montre que le processus de sélection est soumis à des règles législatives et qu'il est transparent, les lecteurs peuvent avoir accès aux examens linguistiques des candidats pour voir s'ils correspondent à ces règles.

Concernant la désignation des candidats, le premier à avoir rempli toutes les conditions est le premier Président et l'actuel, Noursultan Nazarbayev. Grâce à *Kazakhstanskaya pravda*, les lecteurs savent qu'il a pu prouver devant la loi et la Constitution que tous les citoyens sont égaux. Comme les autres candidats, il a passé les trois épreuves de l'examen : l'écrit, l'oral et la conversation libre. Il a écrit une dissertation « unique » ayant pour sujet la « Communauté internationale et le Kazakhstan ». Pour l'oral, il a récité des poèmes du poète classique kazakh Abai. La conversation libre fut quand à elle un « vrai plaisir » : il a évoqué les traditions et les valeurs de la société kazakhe, l'éducation de la jeunesse, ainsi que de la place du Kazakhstan au sein de la communauté internationale. L'examen a duré 1 heure et 27 minutes²⁹. Le journal met l'accent sur le respect des règles démocratiques auxquelles le Président a été soumis, la transparence concernant les épreuves linguistiques et surtout sur le fait que le président est digne d'être nommé en tant que candidat. Toutefois, le journal ne donne aux lecteurs aucune information concernant la présentation de la déclaration des revenus par le président et son épouse et sur son salaire et les avantages dont il bénéficie en tant que chef de l'Etat.

²⁷ Kouriatov Vladimir « Le processus de dépôt des candidatures au poste du Président a commencé », *Kazakhstanskaya pravda*, 8 février 2011, p. 3.

²⁸ Kenzhegoulova Adiya, « Le candidat a quitté la course », *Kazakhstanskaya pravda*, 10 février 2011, p. 3.

²⁹ Kadyrov Bektour, « L'examen est passé avec la mention excellent », *Kazakhstanskaya pravda*, 12 février 2011, La Une.

Le journal ne se contente pas de montrer la conformité et la légitimité du président élu. Il énumère également le cas des autres candidats et plus précisément ceux qui ont été déclarés recevables par la commission linguistiques. « Parmi les 22 candidats ayant déposé leur déclaration de candidature, 12 ont été considérés comme recevables par la Commission linguistique. Un candidat a enlevé sa candidature après cette validation. 5 candidats ont été reconnus comme non-conformes aux exigences de connaissance de la langue kazakhe. Les trois candidats restants ne sont pas venus le jour de l'examen linguistique sans raisons valables ; un candidat a refusé de passer cet examen et une autre candidate a retiré sa candidature sans passer l'examen linguistique »³⁰. Cette insistance et ces précisions sur la non-conformité des autres candidats permet de mettre l'accent sur la légitimité du candidat élu mais également sur la transparence du système électoral.

Kazakhstanskaya pravda parle du traitement médiatique de la campagne électorale par les autres médias en présentant le bilan de l'activité des médias depuis le début de la période électorale réalisé par le parti *Nur Otan*. Selon le directeur du centre de recherche « InfoSystem », Saltanat Ahmedova et selon le vice-président du département des projets socio-politiques de *Nur Otan*, Zhanar Boukanova, l'analyse s'étend du 3 à 23 mars et inclut 35 journaux, 30 sources internet et 7 chaînes de télévision. Le nombre total d'articles parlant des candidats à la présidentielle est 1 016. La presse a publié 392 articles sur les candidats, la télévision a présenté 403 émissions et 221 articles ont été publiés sur Internet. C'est Noursoultan Nazarbayev qui bénéficie du plus d'articles publiés sur Internet. Pour les émissions télévisées, les candidats les plus mis en avant sont M. Yeleoussizov (110 émissions), G. Kassymov (109), Zh. Ahmetbekov (94), et Noursoultan Nazarbayev (90)³¹. On nous montre les chiffres reflétant la transparence des médias dans la campagne présidentielle ainsi que le fait que tous les candidats ont le même traitement médiatique. Précisons toutefois que l'étude est réalisée par *Nur Otan*, le parti du président Noursoultan Nazarbayev. De plus, la méthodologie de cette analyse et les critères de sélection des sources médiatiques ne sont pas précisés.

Un autre article consacré à l'égalité entre les candidats dans le traitement médiatique par la presse parle de l'étude réalisée par la Commission Centrale électorale. L'analyse des 53 titres de presse écrite et 11 titres de presse électronique pendant la période de 3 à 31 mars 2011 a montré que tous les candidats à la présidentielle ont eu un accès égal aux médias. Tous les candidats ont le même traitement par la presse écrite. Le nombre total d'articles est le suivant :

Zhambyl Ahmetbekov – 231 ;
Mels Yeleoussizov – 227 ;
Gany Kassymov – 222 ;
Noursoultan Nazarbayev – 259³².

³⁰ Kouriatov Vladimir, « La collecte des signatures a commencé », *Kazakhstanskaya pravda*, 25 février 2011, p. 2.

³¹ Ossipov Vladimir, « Les candidats sont présents », *Kazakhstanskaya pravda*, 26 mars 2011, p. 4.

³² « Information de la Commission Centrale électorale sur le traitement médiatique de la campagne présidentielle par les médias (du 3 au 31 mars 2011) », *Kazakhstanskaya pravda*, 1 avril 2011, p. 5.

Ces précisions concernant la place accordée à chaque candidat dans les médias met en avant la transparence du processus médiatique pendant la période électorale, ainsi que l'effet de la concurrence égale entre les candidats. Toutefois, on ne connaît ni le type d'articles sélectionnés (les brèves, les articles, l'éditorial, etc.), ni les rubriques (la rubrique « Les élections présidentielles » qui ouvre le numéro du journal, ou la rubrique « Divers » qui est à la fin), ni les critères de sélection (les articles consacrés aux élections présidentielles ou les articles où le nom de candidat est simplement cité).

Kazakhstanskaya pravda publie même la somme totale d'argent versée sur les comptes des candidats aux élections présidentielles pour financer leur campagne électorale, d'après les sources de la Commission centrale électorale³³ :

Nom du candidat	Somme des versements (en tengué ³⁴)	Les moyens personnels (en tengué)	Les moyens reçus de la part de leur parti (en tengué)	Les autres versements (en tengué)
Zhambyl Ahmetbekov	40 524 110	279 800		40 244 310
Mels Yeleoussizov	21 791 326			21 791 326
Gany Kassymov	22 290 645			22 290 645
Noursoultan Nazarbayev	431 972 577	79 995 000	111 993 000	239 984 577

Concernant l'observation des élections, le journal donne des détails et des chiffres. Environ trois milles observateurs vont surveiller de près les élections du 3 avril. Ils seront formés par les spécialistes du Centre national de formation des volontaires-observateurs et seront contrôlés par la Commission républicaine de contrôle des élections extraordinaires présidentielles. Cette Commission contribue à l'élaboration du programme de formation des observateurs, ainsi qu'à celle des manuels et des brochures décrivant les mécanismes et les principes de contrôle et d'observation, à destination des observateurs. En plus, la Commission participe à la définition des bureaux de vote et à la nomination de leurs agents.

Les observateurs étrangers qui vont surveiller le déroulement des élections extraordinaires présidentielles, sont au nombre de 1 059, dont :

- 357 observateurs – de l'OSCE,
- 426 observateurs – Mission CEI (Communauté des Etats Indépendants),
- 13 observateurs – Mission de l'organisation de coopération de Shanghai,
- 7 observateurs – Assemblée parlementaire des pays turcophones,
- 5 observateurs – Organisation de conférence islamique,
- 8 observateurs – Conseil de l'Europe,

³³ « L'information de la Commission centrale électorale », *Kazakhstanskaya pravda*, 13 avril 2011, p. 2.

³⁴ Tengué (тенге) – l'unité monétaire du Kazakhstan (depuis novembre 1993).

163 observateurs – de 25 pays étrangers.

Selon le Ministère des Affaires étrangères, 90 représentants des médias étrangers sont aussi accrédités³⁵. L'insistance sur ce nombre d'observateurs permet de souligner la transparence du processus électoral. Les observateurs étrangers représentant des structures internationales différentes vont veiller au respect des règles démocratiques, une façon de sous-entendre que le résultat des élections sera incontestable, et que le président sera élu démocratiquement. Ces procédés discursifs sont un moyen pour le journal de légitimer le résultat.

Après les élections, le journal publie les chiffres du nombre de votants. La Commission Centrale électorale a publié les premiers résultats à 10h30. Selon ces données, déjà 18,6% des électeurs avaient voté ce qui représente 1,6 millions d'habitants. Ce sont les régions du Nord et de l'Est qui ont le plus voté, en comptant respectivement 26,5% et 27,2% des votants. Vers 12h, c'est 40,3% de la population active qui a voté, cela représente 3,6 millions de kazakhstannais. Ce sont les habitants des régions d'Almaty et de Kostanai qui ont le plus voté (ils représentent respectivement 60,5% et 55,4% des votants). À 14h30, déjà 66,4% de la population a voté, soit 6 millions d'habitants. Si on compare avec les élections précédentes de 2005, à la même heure, seuls 48% de population avait voté³⁶. Ainsi, on voit le taux de participation des votants est élevé et que les citoyens se mobilisent pour user de leur droit de vote. Ce qui nous montre encore une fois le moyen de légitimation de résultat des élections par le journal.

Le journal rapporte des cas des violations pendant la campagne électorale. Par exemple, le directeur du département du contrôle social et économique du Tribunal général, Andrei Kravchenko a livré les chiffres suivants : « Au 3 avril 2011, les organes administratifs ont reçu 1004 appels, parmi eux 907 demandes, 90 plaintes et 7 propositions. Parmi les plaintes, 38 concernent les violations des règles de la campagne électorale, 16 les décisions des commissions électorales, 17 les représentants administratifs, 9 la composition des commissions électorales, 2 les activités des candidats et de leurs QG et 8 plaintes de caractère divers. Les violations les plus graves sont les dégradations du matériel électoral des candidats. En effet, les 77 affiches des candidats ont été détériorées. »³⁷ Le Tribunal contrôle toutes les violations et les plaintes déposées. Par exemple, le 31 mars, le vice-président de l'administration d'Etat de la région de l'Ouest de la santé a quitté son poste en raison du non respect de la loi électorale, notamment le droit volontaire de participer au vote. En effet, il avait envoyé une lettre à toutes les organisations médicales de la région en exigeant une participation de 100% lors des élections. » Ce fait a été évoqué deux fois. Une deuxième fois dans l'article de Vladimir Ossipov dans *Kazakhstanskaya pravda*, le 7 avril 2011.³⁸ Ainsi, le récit que font les journaux du processus électoral montre qu'il n'est pas parfait puisque certaines violations ont eu lieu. Toutefois, les événements mentionnés ne vont pas à l'encontre

³⁵ Charipov Maksout, « L'accréditation est terminée avec succès », *Kazakhstanskaya pravda*, 30 mars 2011, p. 3.

³⁶ Kouriatov Vladimir, « Le chronomètre de victoire », *Kazakhstanskaya pravda*, 5 avril 2011, p. 4.

³⁷ *Idem*.

³⁸ Ossipov Vladimir, « La date de l'investiture est connue » *Kazakhstanskaya pravda*, le 7 avril 2011, p. 2.

de l'élection du président et ne remettent pas en question le caractère démocratique et légal des élections.

Après les élections, *Kazakhstanskaya pravda* publie des témoignages et des extraits des rapports des observateurs internationaux. Par exemple, le représentant de la mission de CEI (Communauté des Etats indépendants), Alexandre Brod rapporte : « Je n'ai pas constaté de violations graves lors de l'élection dans les bureaux de vote que j'ai visités, à savoir, à Almaty, à Astana et dans un village de Zhibek Zholy. Dans tous ces bureaux de vote, les programmes électoraux des 4 candidats étaient présents. Les autres observateurs, y compris ceux des partis et des associations politiques, ainsi que les représentants des candidats ont eu accès aux bureaux de vote ». Il souligne également la présence non négligeable des jeunes, qui faisaient même « la queue dans certains bureaux de vote ». Il raconte qu'il a demandé aux jeunes électeurs s'ils étaient venus de leur propre volonté ou s'ils avaient subi des pressions. Les étudiants ont répondu à l'observateur la chose suivante : « Nous sommes venus de notre propre volonté pour effectuer notre devoir civique »³⁹.

Le président de la Commission centrale électorale d'Azerbaïdjan Mazair Panahov a souligné l'absence de violations du droit et de loi électorale. Il a attiré l'attention sur le professionnalisme de la Commission centrale électorale du Kazakhstan, qui a mené un vrai travail professionnel d'organisation, mais aussi d'information auprès de la population. Le taux de participation des citoyens kazakhs aux élections était particulièrement élevé⁴⁰. Les observateurs internationaux ont souligné le respect de toutes les règles démocratiques concernant le déroulement des élections présidentielles. L'observateur Yurii Solobozov, directeur des programmes internationaux de l'Institut de la stratégie nationale de la Russie, a attiré l'attention sur l'activité politique des électeurs et l'ouverture démocratique du déroulement des élections. « Le jour de vote, il n'y avait pas de sujets interdits ou d'endroits fermés pour les visites des observateurs. Le principal bilan est la transparence du processus électoral »⁴¹. « Nous sommes les observateurs indépendants de la Turquie. Nous sommes venus sur l'invitation du Kazakhstan, - parle un journaliste du journal turc *Nouvelle génération*, Kyurchad Zorlou. Nous avons visité pas mal de bureaux de vote et nous avons remarqué que le processus électoral se déroule dans des conditions de transparence totale. Nous n'avons pas constaté de violations ni de la part des électeurs, ni des membres des commissions électorales. Nous avons pu discuter avec les citoyens, ainsi qu'avec les représentants des ONG kazakhs et des organisations internationales. Les principes démocratiques ont été respectés »⁴².

Les témoignages positifs soulignent le caractère démocratique des élections présidentielles, l'ouverture et la transparence du processus électoral. Le caractère des témoignages est fort positif et ne remet pas en question ni le résultat des élections, ni les élections en elles-mêmes. Il n'y a pas de critiques, ni de commentaires négatifs. Le journal met l'accent sur la légitimité du candidat élu et le résultat incontestable des élections.

³⁹ *Idem.*

⁴⁰ *Idem.*

⁴¹ Vladimirova Anna, « Triomphe de la démocratie », *Kazakhstanskaya pravda*, 6 avril 2011, p. 4.

⁴² Valuiszkaya Natalya, « Vous êtes des vrais patriotes », *Kazakhstanskaya pravda*, 7 avril 2011, p. 4.

Le journal d'opposition que nous avons choisi est *Svoboda slova* (Liberté de parole). Il existe environ une dizaine de journaux oppositionnels au Kazakhstan dont *Svoboda slova* qui a le plus grand tirage (20 000 d'exemplaires par numéro), et qui est le moins dépendant financièrement de l'Etat et des partis politiques. Son premier numéro est paru le 25 janvier 2005⁴³. Le journal est diffusé dans toutes les régions du pays.

Concernant la campagne électorale de 2011, *Svoboda slova* donne souvent la parole aux experts, à des journalistes extérieurs au journal, surtout en ce qui concerne le caractère critique de leur propos.

Ainsi, le journal donne la parole à Alexandre Sobianin, directeur du service de planification stratégique de l'Association de collaboration des frontières, qui insiste sur la nécessité de changer le système politique, mais selon un régime de transformation politique réelle. Selon lui, les experts en relations publiques du Kazakhstan ont caché la vérité derrière un rideau créé par la télévision et la presse ; la vérité est que le système politique kazakh est le même qu'au début des années 1990. Ce système n'est pas efficace et ne permet pas de résoudre les problèmes que rencontre ou va rencontrer le Kazakhstan à l'avenir. L'expert qualifie de cirque tous ces jeux politiques autour du référendum sur la prolongation des fonctions du président jusqu'à 2020, et son annulation après. Effectivement, le Président du Kazakhstan a refusé le référendum sur la prolongation de ses fonctions, mais la veille, ce sont les Etats-Unis qui ont montré leur désaccord par rapport au référendum. Selon lui, « la compréhension de la nécessité de changements rapides et profonds au Kazakhstan se trouve seulement dans les conversations non formelles à Astana et Almaty. Mais dès que l'on quitte les restaurants et les cafés, l'autocensure se déclenche »⁴⁴. Le journal donne à voir la critique du système politique kazakh et les raisons de l'annulation de référendum, mais on ne connaît pas des sources d'informations (est-ce qu'on peut faire un lien entre la réaction des Etats-Unis et l'annulation de référendum).

Adil Toiganbayev, politologue kazakh, a un espace de parole dans les pages de *Svoboda slova*, et nous donne son avis sur la situation politique actuelle au Kazakhstan : « Le mot qui reflète le plus la situation actuelle c'est l'apathie : l'apathie sociale qui se traduit par l'incrédulité du peuple face aux gouvernants ; et l'apathie du pouvoir envers le peuple ». Le peuple est déçu de la politique et des jeux politiques, il ne croit plus ni à la démocratie, ni au pouvoir. Selon lui, c'est le Président qui est le responsable de cette situation. Son rôle est de servir le peuple mais pas de *régner sur le peuple*. Le Président est entouré par une élite politique qui a peur de perdre ses postes le jour où le président partira »⁴⁵. Nazarbayev est explicitement désigné comme responsable de la crise du pouvoir au Kazakhstan, mais il n'est pas le seul responsable, l'élite politique et le peuple ont aussi leur part de responsabilité.

⁴³ <http://erkindik.kz/o-gazete/> consulté le 30/06/2014.

⁴⁴ Almatbayeva Zhanar, « De la démocratie vers l'autoritarisme. Le regard de l'expert russe sur la situation politique au Kazakhstan », *Svoboda slova*, 20 janvier 2011, p. 4.

⁴⁵ Rahimjanov Ermek, « Référendum – le carnaval de l'indifférence », *Svoboda slova*, 27 janvier 2011, p. 4.

La politologue kazakhe Ergaliyeva Guljan rappelle aux lecteurs que Noursoultan Nazarbayev est aussi le président du parti *Nur Otan*. Il ne faut pas oublier qu'il y a quelques années, la loi interdisant au président de la république d'être en même temps le président d'un parti politique a été supprimé. La politologue compare Nazarbayev à Brejnev en sous-entendant qu'il sera leader du parti jusqu'à sa mort. Elle parle de victoire honnête aux élections présidentielles : « Ce n'est pas honteux de gagner avec un écart de 10% avec les autres candidats, au moins cela crée l'illusion d'élections honnêtes »⁴⁶. Les parallèles historiques avec le premier secrétaire du Parti communiste pendant la période soviétique évoquent le culte de personnalité du président.

Dans une interview, deux politologues russes Grozin Andrei et Kroupnov Yurii ont approuvé la décision du Président d'organiser les élections présidentielles, mais en les qualifiant de comédie avec des candidats-clowns. Le résultat des élections est prévisible, le Président actuel gagnera avec plus de 90% des voix, il ne va pas chercher de successeur, il va rester sur son poste de Président jusqu'à ce que son état de santé le lui permette, sauf en cas d'un accident extraordinaire. Les problèmes politiques existent dans tous les pays ex-soviétiques à cause de l'héritage de l'Union Soviétique. Selon eux, l'Europe et l'Occident sont indifférents face aux événements qui se passent en Asie Centrale. Même en Russie les médias ne parlent pas de ce sujet. « Tant que l'Occident reçoit les profits des ressources minérales du Kazakhstan, il fermera les yeux sur les problèmes politiques. Par conséquent, le Kazakhstan risque de voir s'aggraver plusieurs de ses problèmes : la crise politique (la stagnation, l'inflation), le trafic de drogues, le terrorisme, le contrôle par le capital étranger des gisements de pétrole et d'autres ressources minérales »⁴⁷. Le journal nous donne encore un regard extérieur sur la situation politique du Kazakhstan cherchant les origines des problèmes actuels dans le passé soviétique et montrant le résultat prévisible des élections.

En ce qui concerne les articles des journalistes de *Svoboda slova*, ils évoquent les problèmes de la société kazakhe, mais plutôt dans les domaines économique et social. Par exemple, le mécontentement des citoyens augmente ; les pouvoirs officiels ne fournissent pas les chiffres réels de l'augmentation des prix, il y a une différence entre les prix réels et les prix des rapports officiels pour le monde international⁴⁸. Les sujets comme l'impact de l'augmentation des impôts, des taxes d'habitation, des loyers et des prix des produits alimentaires reviennent assez souvent.

Le journal ne consacre pas beaucoup d'articles à l'opposition. Il informe que les partis, dits d'opposition, ont refusé de participer aux élections présidentielles extraordinaires. Le journal évoque le Congrès national d'*Azat*, un parti d'opposition, qui a décidé que les partis d'opposition ne participeraient pas aux élections présidentielles. C'est la première fois dans l'histoire du Kazakhstan, que l'opposition ne participe pas aux élections. L'auteur explique les raisons de ce choix : *Azat* s'est adressé aux autorités en pointant du doigt sur l'illégitimité de la décision d'organiser des élections présidentielles extraordinaires, sur le manque de

⁴⁶ Ergaliyeva Guljan « To be or not to be », *Svoboda slova*, 27 janvier 2011, p. 5.

⁴⁷ Almatbayeva Zh., « Le rire et l'embarras. Le regard à partir de Moscou sur les élections extraordinaires au Kazakhstan », *Svoboda slova*, 24 février 2011, N° 7, p. 4,5.

⁴⁸ Nourmouhanbetov Marat, « Le prix d'augmentation des prix », *Svoboda slova*, 5 mai 2011, N°16, p. 5.

temps pour préparer et mener la campagne électorale. Par ailleurs, le parti a demandé la libéralisation et le respect des lois sur la presse, la liberté de parole et des réunions, mais ils n'ont pas reçu de réponse⁴⁹.

Svoboda slova informe ses lecteurs que le sénateur Gany Kassymov a soutenu le référendum sur la prolongation des fonctions du Président pour dix ans. Selon lui, « le référendum n'est pas contraire à la Constitution. En effet, la loi principale a proclamé il y a 15 ans qu'en cas de manifestation de volonté des citoyens pour la prolongation des fonctions du président, le référendum devrait absolument être organisé »⁵⁰. En donnant cette information *Svoboda slova* ne met pas pourtant en question la participation de ce candidat aux élections présidentielles (comment le candidat qui a soutenu l'idée de prolongation des fonctions du président actuel de 10 ans peut présenter sa candidature en tant que son concurrent).

Concernant le résultat des élections présidentielles, il était prévisible et en même temps frappant. Noursoultan Nazarbayev a gagné avec 95,5 % des voix. Nous avons vu la fragilité du boycott des élections par l'opposition. Selon le discours du président réélu prononcé au forum organisé en honneur de sa victoire, « le résultat de scrutin a eu un effet inattendu. Cet effet est produit non seulement en Occident, mais aussi au Kazakhstan ». En effet, même les pouvoirs officiels ne s'attendaient pas à un tel taux de participation au vu de l'appel au boycott émanant de l'opposition. Même parmi les observateurs, ce résultat a provoqué une réaction ambiguë. Les observateurs européens et de la CEI (Communauté des Etats Indépendants) n'ont pas trouvé de consensus sur la définition et les composantes des élections démocratiques, ce qui a provoqué des contradictions et des reproches entre eux. Le chef de la mission des observateurs de la CEI, Serguei Lebedev, a proposé d'élaborer un système de standards uniques. Cette proposition n'a pas été acceptée par les observateurs de l'OSCE. « Selon Lebedev, et nous sommes d'accord avec lui, l'évaluation des élections est assez différente d'un groupe des observateurs à un autre. Ces élections ont mis en évidence des critères d'observation différents selon les observateurs et les intérêts géopolitiques et politiques de l'Occident par rapport au Kazakhstan. Plusieurs observateurs ont été étonnés de l'ampleur des festivités organisées en honneur de Nazarbayev. Ils se sont posés la question suivante : pourquoi fêter une victoire qui était connue par avance ? »⁵¹ Le journal ne met pas en question le résultat des élections, il ne critique pas non plus le déroulement de campagne électorale. Il rapporte les discours des personnes extérieures, y compris des avis négatifs, mais il se décharge lui-même.

Svoboda slova construit son discours autour des problèmes du système politique kazakhe (la stagnation, l'asymétrie et la fermeture du système politique, la politique des secrets, l'utilisation malhonnête des moyens financiers, les possibilités de fraudes pendant les élections, la violation des articles de la Constitution, la violation de la liberté d'expression), soulevés par les experts convoqués par le journal. Il s'intéresse également à l'indifférence politique des citoyens, à la faiblesse de l'opposition (les autres candidats à la présidentielle sont des marionnettes), au résultat prévisible des élections et à l'indifférence politique des

⁴⁹ Maksimov Alexandre, « Azat refuse par principe », *Svoboda slova*, 17 février 2011, N° 6, p. 4,5.

⁵⁰ Sourganov Valerii, « Comment la décision historique sur l'organisation de référendum a été prise », *Svoboda slova*, 20 janvier 2011, p. 5.

⁵¹ Rahimzhanov E., « Le choix est fait », *Svoboda slova*, 6 avril 2011, N°12, p. 2.

acteurs internationaux (et leurs intérêts économiques). Les problèmes économiques et sociaux du Kazakhstan reviennent souvent, mais le journal ne propose pas d'analyse approfondie, surtout concernant les origines de ces problèmes. Les journalistes se contentent de les constater.

Kazakhstanskaya pravda utilise les moyens de manier la transparence pour légitimer le résultat des élections. Le journal met l'accent sur certains détails de déroulement de campagne électorale : le durcissement des exigences pour montrer que la sélection est compliquée, les étapes de campagne pour montrer que le processus électoral est soumis aux règles législatives, la suivie de campagne de Nazarbayev pour montrer que tout le monde est égal devant les lois et que même le Président les respecte. Le journal crée la légitimité du Président élu en montrant le traitement médiatique égal de tous les candidats, la participation active des citoyens lors de vote et les rapports et les témoignages des observateurs.

Comme nous l'avons montré avec les exemples extraits des discours de presse sur les élections présidentielles, les sujets traités par les deux journaux (officiel et oppositionnel) sont différents et recouvrent des thématiques variées. Cependant, le discours n'est pas transparent, toutes les sources ne sont pas accessibles, des acteurs de dialogue n'ont pas la même information, ce qui influence sur les possibilités de chacun de participer à ce dialogue. Les deux journaux attirent attention sur certains points pour en cacher d'autres. Le citoyen lambda n'a pas l'accès à toute l'information concernant les élections. Si l'électeur n'est pas correctement informé il se pose la question sur sa possibilité de faire impartialement son choix, de participer au dialogue public, d'employer le raisonnement public de sa pensée.

Bibliographie

Ouvrages

Aubenas Florence, Benasayag Miguel, *La fabrication de l'information. Les journalistes et l'idéologie de la communication*, La Découverte, Paris, 1999.

Chartier Roger, *Les origines culturelles de la Révolution française*, Editions du Seuil, 1990 et février 2000.

Habermas Jürgen, *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, 1re édition allemande en 1962 et française en 1978, Paris, Payot, 1998, édition augmentée.

Kapayeva Aizhan, *Culture et politique (la politique d'Etat dans le domaine de la culture au Kazakhstan dans les années 1940-1991)*, Atamoura, Almaty, 2004.

L'espace public, coordonné par Eric Dacheux, CNRS Editions, Paris, 2008.

Médias de masse au Kazakhstan : les lois, les conflits et les infractions. Bilan de 2011, Almaty, 2012.

Mercier Arnaud, « Médias d'information et transparence. De l'idéal aux sombres réalités » in *Transparence et communication*, L'Harmattan, 2005.

Paquot Thierry, *L'espace public*, Éditions La Découverte, Paris, 2009.

Tisseron Serge, « Le paradigme sensible ou le prisme des émotions » in *Transparence et communication*, L'Harmattan, 2005.

Sources Internet

Site électronique de *Kazakhstanskaya pravda* : <http://www.kazpravda.kz/>

Site de l'IFEX, réseau mondial Défendre et promouvoir la liberté d'expression : <https://www.ifex.org/fr/>

Site « Les lois en ligne » : http://online.zakon.kz/Document/?doc_id=1013966

Site des Reporters sans frontières : <http://rsf.org/>

Site électronique de *Svoboda slova* : <http://erkindik.kz/>

Articles de *Kazakhstanskaya pravda*

Charipov Maksout, « L'accréditation est terminée avec succès », *Kazakhstanskaya pravda*, 30 mars 2011, p. 3.

« Information de la Commission Centrale électorale sur le traitement médiatique de la campagne présidentielle par les médias (du 3 au 31 mars 2011) », *Kazakhstanskaya pravda*, 1 avril 2011, p. 5.

Kadyrov Bektour, « L'examen est passé avec la mention excellent », *Kazakhstanskaya pravda*, 12 février 2011, La Une.

Kenzhegoulova Adiya, « Le candidat a quitté la course », *Kazakhstanskaya pravda*, 10 février 2011, p. 3.

Kouriatov Vladimir « Le processus de dépôt des candidatures au poste du Président a commencé », *Kazakhstanskaya pravda*, 8 février 2011, p. 3.

Kouriatov Vladimir, « Tout est selon le plan. Le calendrier de *Centrizbirkom* (*Commission centrale électorale) », *Kazakhstanskaya pravda*, 10 février 2011, p. 3.

Kouriatov Vladimir, « La collecte des signatures a commencé », *Kazakhstanskaya pravda*, 25 février 2011, p. 2.

Kouriatov Vladimir, « Le chronomètre de victoire », *Kazakhstanskaya pravda*, 5 avril 2011, p. 4.

« L'information de la Commission centrale électorale », *Kazakhstanskaya pravda*, 13 avril 2011, p. 2.

Ossipov Vladimir, « Les candidats sont présents », *Kazakhstanskaya pravda*, 26 mars 2011, p. 4.

Ossipov Vladimir, « La date de l'investiture est connue » *Kazakhstanskaya pravda*, le 7 avril 2011, p. 2.

Valuiskaya Natalya, « Vous êtes des vrais patriotes », *Kazakhstanskaya pravda*, 7 avril 2011, p. 4.

Vladimirova Anna, « Triomphe de la démocratie », *Kazakhstanskaya pravda*, 6 avril 2011, p. 4.

Articles de *Svoboda slova*

Almatbayeva Zhanar, « De la démocratie vers l'autoritarisme. Le regard de l'expert russe sur la situation politique au Kazakhstan », *Svoboda slova*, 20 janvier 2011, p. 4.

Almatbayeva Zhanar, « Le rire et l'embarras. Le regard à partir de Moscou sur les élections extraordinaires au Kazakhstan », *Svoboda slova*, 24 février 2011, N° 7, p. 4,5.

Ergaliyeva Guljan « To be or not to be », *Svoboda slova*, 27 janvier 2011, p. 5

Maksimov Alexandre, « Azat refuse par principe », *Svoboda slova*, 17 février 2011, N° 6, p. 4,5.

Nourmouhanbetov Marat, « Le prix d'augmentation des prix », *Svoboda slova*, 5 mai 2011, N°16, p. 5.

Rahimjanov Ermek, « Référendum – le carnaval de l'indifférence », *Svoboda slova*, 27 janvier 2011, p. 4.

Rahimzhanov Ermek, « Le choix est fait », *Svoboda slova*, 6 avril 2011, N°12, p. 2.

Sourganov Valerii, « Comment la décision historique sur l'organisation de référendum a été prise », *Svoboda slova*, 20 janvier 2011, p. 5.